UNION DES ORGANISATIONS FEMININES HUMANITAIRES DE LA VILLE DE BENI (UOFH BENI)

Identifiant : EHTools5877

Évaluations multisectorielles sur la situation humanitaire et besoins des femmes et filles déplacées interne victime de conflits armés dans la région de Beni, Est de la RD Congo.

UOFH, Photo illustrative des évaluation menées auprès des personnes pygmées déplacées dans la commune Mulekera centre collectif KUKA

ORGANISEE PAR : UOFH-BENI

Période : Du 11 au 31 mars 2025

Pour plus d'information

Noms	Points focaux	Contacts :
FAILA KATALIKO Françoise	**AVSD Grand-Nord, UOFH-GN Kivu**	**E-mail : uofhbeni@gmail.com, avsdbeni@gmail.com +243 993 736 363 ; 81 508 83 38**
MAMY BASTOLA	**COFEDIP**	**E-mail : cofefipbeni@gmail.com +243 972 505 959**
Me. TUDY Diane	**FCE**	**E-mail : dianetumba@gmail.com +243 997 889 977**

SIGLES ET ABREVIATIONS

ADF	**Allied Democratic Forces**
AME	**Articles Managers Essentiels**
ANR	**Agence nationale des Renseignements**
CS, CSR	**Centre de santé, Centre de Santé de Référence**
EHA	**Eau Hygiène et Assainissement**
ENA	**Enfants non accompagnés**
ES	**Enfants séparés**
ESFGA	**Enfants Sortis des Forces et Groupes Armés**
FA	**Famille d'Accueil**
FARDC	**Forces Armées de la République Démocratique du Congo**
GA	**Groupe Armé**
GA	**Groupe Armé**
GFE	**Genre, Famille et Enfants**
IRA	**Infection Respiratoire Aigues**
M23	**Mouvement du 23 mars**
MAM	**Malnutrition Aigüe Modérée**
MAS	**Malnutrition Aigüe Sévère**
NFI	**Non Food Items**
OCHA	**Bureau de coordination des affaires humanitaires**
PAM	**Programme Alimentaire Mondial**
PDIs	**Personnes Déplacées Internes**
PEP	**Prophylaxie Post-Exposition**
PNC	**Police Nationale Congolaise**
SGBV	**Sexual and Gender Based Violence**
UOFH	**Union des Organisation Féminines Humanitaires**
UPLC	**Union des Patriotes pour la Libération du Congo**
VBG	**Violence basée sur le genre**

Période de l'évaluation : du 11 au 31 mars 2025

Date du rapport : 1er avril 2025

I. APERÇU DE LA SITUATION

A. Description de la crise

Nature de la crise :	**• Conflit armé M23 et résurgence**	
Conséquence	**• Mouvement de population**	
Date du début de la crise :	**A partir d'Août 2022**	
Type de crise : Mouvement des populations		
Zone d'évaluation : Zone de santé de Beni en ville de Beni dans les 30 Quartiers		
Coordonnées GPS	**Ville de Beni**	**Latitude : S 0° 29'38.1, Longitude : E 29°28'14.2, Altitude : 1126+-18 m, distance 0.68Km précision : 2m, vitesse 0+-3km/h**
Composition de l'équipe	**Voir la liste des personnes des organisations membres de l'UOFH de Beni en annexe**	
Mouvements de populations	La ville de Beni compte environs **12 435 ménages** déplacés (décembre 2024) et nouvelle vague 2025 suite au crise M23 est de 2 611 ménages (données partielles). Avant la crise, 8 centres collectifs et actuellement la ville compté 14 centres collectifs, composé de 225 ménages ayant 1493 Âmes.	
Services de sécurité presents	La présence des services de sécurité : FARDC, ANR, la PNC.	
Accessibilité Physique	La majorité des quartiers de la ville de Beni sont accessible sauf dans certains quartiers notamment, Bénengule, Rwangoma, une partie de Butsili, SAYO cela suite aux désenclavement (des avenues non tracées, pas des ponts).	
Section	***Informations***	***Niveau de sévérité***
Sécurité	La situation sécuritaire est relativement calme dans la zone. Cependant, la dernier l'attaque des présumés ADF qui auraient attaqué des agriculteurs dans la partie périphérique du quartier Nzuma le 04 février. Au cours de cette attaque, ils auraient blessé par balle une femme retournée avant de procéder à la récolte des haricots dans son champ. Ainsi des présumés ADF au cours de leur passage dans la partie périphérique du quartier Ndadi, dans la zone agricole de Mayangose auraient tué par balle un homme résident dans son champ. Au niveau de la ville, la situation sécuritaires est généralement calme,	
Menaces de protection	L'évaluation révèle une crise de protection parmi les populations déplacées ; 76,41% des ménages interrogés déclarent ne pas se sentir en sécurité même en ville de Beni qui les accueillent, soulignant une vulnérabilité généralisée et un manque de protection remarquable. Ces personnes se sentant en insécurité témoigne d'une réalité brutale : la protection des déplacés et de leurs biens n'est pas assurée. Ils vivent dans la peur constante, exposés à des risques multiples et dépourvus de mécanismes de protection efficaces. Cette situation engendre un sentiment d'abandon et de désespoir, exacerbant les traumatismes liés aux conflits et aux déplacements.	

Sécurité alimentaire	Suite à l'insécurité, les populations n'accèdent plus à leurs champs. Ainsi il s'observe une carence des denrées alimentaires au sein des ménages déplacés et retournés. Pour faire face à la crise alimentaire, les ménages optent pour : La limitation de la consommation des adultes au profit des enfants ; la diminution de la quantité et du nombre de repas en une journée ou la consommation des aliments à moindre valeur nutritive (moins chers et moins préférés). 52,12% des répondants, Consomment des aliments moins coûteux/moins préférés (lorsque les aliments habituellement consommés sont disponibles), 12,03 % des répondants réduisent la consommation des adultes au profit des enfants, 11,32 % des répondants réduisent la taille des portions lors des repas, 7,78 % des répondants empruntent des aliments ou demander l'aide d'amis/voisins/parents/famille pour nourrir votre ménage. Notons toutefois que malgré le nombre des repas plus au moins acceptables, ces derniers sont quantitativement monotones.	
Abris et AME	24,76% sont des co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent à un tiers), 24,6% locataires, 23,82% habitent en familles d'accueils et les personnes vivants dans des centres collectifs représentent 6.37% et 2,12% pensent nuit à la belle étoile notamment les personnes pygmées ainsi 4.95% habitent dans le site spontané. 82,78% des maisons (construction non-durable délabrée) et 6,6% Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence). Les retournées tout comme les IDPs sont dépourvus des articles Ménagers Essentiels. Certains biens avaient été volés dans les maisons abandonnés pendant la crise.	
Hygiène et assainissement	87,97 % des femmes et filles n'utilisent pas des kits d'hygiène menstruelle pendant leur menstruation. 83,02% ménage ne dispose pas le système de lavage des mains avec de l'eau et du savon sur place. 69,34% dispose des installations sanitaires non-améliorée, 54,95% avec accès à une latrine non hygiénique et partagent plus de 4 ménages, 24,6% ont accès à l'eau en quantité insuffisant.	
Santé Nutrition	71,23% des femmes et filles vont aux structures de santé (centre, clinique, hôpital, etc.) grâce à la gratuité dans certaines CS, 22.41% reste à la maison / se soigne soi-même par manque des moyens financier et 4,48% vont auprès des Guérisseurs traditionnel / religieux	
Education	- Sur 759 enfants en âge scolaire, 423 ne sont pas scolarisés, ce qui compromet leur avenir et leur développement ; - Cela augmente le risque de futurs problèmes pour ces enfants. Ce nombre des enfants non scolarisés est élevé et pourtant le gouvernement prônent la gratuité de l'enseignement, c'est parce que ces enfants sont 1. Traumatisé ainsi stigmatisés par le déplacement, 2. La pauvreté orchestré par la guerre ou conflit armé, les parents ne sont pas en mesure de les acheter les Kits scolaires (uniformes, cahier, etc.), et 3. La plupart des ces enfants sont venus au moment où les cours avaient déjà commencés ainsi vue ce retard mais aussi des formalité d'inscription, le pléthore des autres enfants dans des écoles	

	ayant bénéficiées de la gratuite d'autres écoles pas des placé, ils ont été obligé de rester à la maison.	
Moyens de subsistance	59,53% vivent par le travail journalier, 23,58% à l'agriculture de substance, 5,9% d'élevage et la majorité ayant l'expérience en petit commerce informel (ventre de produits de base, de nourriture ou d'objets divers dans la rue ou sur les marchés locaux) mais faute de moyen il ne le pratiquent pas. **Mendicité** : plusieurs déplacés emploient ce mode pour la survie de la famille, plusieurs enfants et adultes sillonnent les 4 coins de la ville pour mendier, **Sexe de survie et prostitution** : recours à des activités sexuelles en échange d'argent ou de bien pour assurer leur survie, l'exposant à des risques considérables, **Travail des enfants et exploitation économique** : les enfants sont contraints de travailler pour aider leurs familles, les privant de leur éducation et de leur enfance.	
VBG	L'évaluation menée auprès des femmes et filles déplacées dans la région de Beni révèle une prévalence extrêmement préoccupante des violences Basées sur le Genre (VBG). En effet, une majorité de répondantes, soit 87,51% déclarent avoir été victimes des VBG sous diverses formes. Ce chiffre souligne l'ampleur de la crise et la vulnérabilité aigue de cette population. Les VBG subies par les femmes et filles déplacées se manifestent sous de multiples aspects, témoignant d'une insécurité généralisée. Les témoignages recueillis font état de viols perpétrés lors de l'arrivée des groupes armés, durant le déplacement, pendant la recherche de moyens de servie (route vers la source d'eau, le champ), et même une fois installées au sein de familles d'accueil ou dans des regroupements de déplacés. S'ajoutent à cela des actes d'agression sexuelle, d'agression physique, de déni de ressources essentielles, ainsi que des violences psychologiques et affectives infligées aux victimes. Les femmes interrogées ont identifié divers auteurs de ces violences, mettant en lumière la complexité des dynamiques de pouvoir et de danger auxquelles elles sont confrontées. De plus, les conditions de vie précaires et de promiscuité dans les sites de regroupement sont explicitement mentionnées comme un facteur d'exposition accrue aux VBG. Un élément crucial ressort des témoignages : le lien direct entre la prévalence des VBG et le manque d'assistance adéquate. Les femmes et filles déplacées expriment clairement qu'en l'absence de soutien et de protection, elles se retrouvent contraintes d'accepter les VBG comme un moyen de survie. Cette situation désespérée met en évidence la responsabilité collective et l'urgence d'une réponse humanitaire efficace et protectrice. Il est important de noter que 12,49% des femmes et filles approchées se sont abstenus de répondre à cette question en lien avec les VBG. Bien que les raisons de cette non-réponse ne soient pas explicitement détaillées, elle pourrait potentiellement indiquer une réticence à partager des expériences traumatisantes par peur de représailles, par honte. Le manque d'information concernant le circuit de référencement et la cartographie des acteurs intervenant dans la prise en charge des Violences Basées sur le Genre (VBG), combiné à l'insuffisance de dispositifs de protection adaptés aux besoins spécifiques des femmes et filles déplacées, contribue directement à leur vulnérabilité accrue et à leur exposition continue aux VBG.	

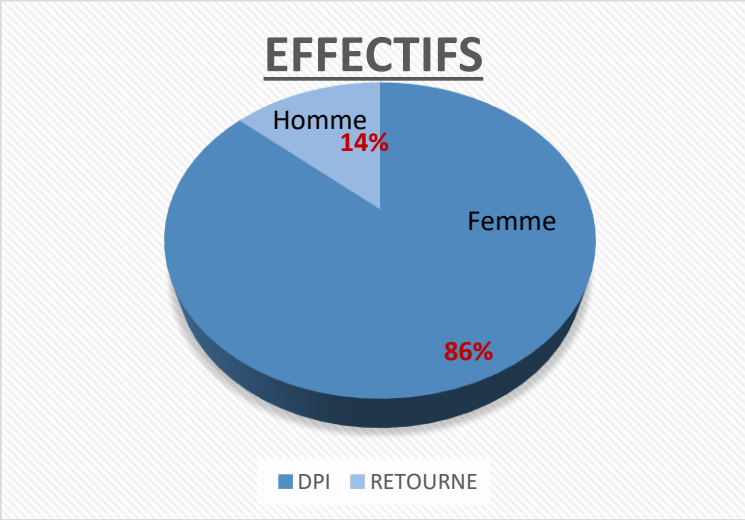
Protection de l'enfance	Plusieurs quartiers de la ville de Beni soit 18 sur 30 regorgent des maisons de tolérance communément appelés QG où les jeunes filles mineures sont dans des risque exploitation sexuellement. Aussi, certains enfants déplacés se seraient faits recrutés au sein du groupe armé dont les parents ne dénoncent pas.	
Cohabitation pacifique	La cohabitation est bonne entre les différentes couches sociales, les retournés et les PDIs aux quartiers de la ville de Beni.	

Sévère **Modère** **Faible risque**

Description de la crise	La région de Beni, au cœur d'une tragédie humanitaire, est le théâtre de conflits armés intenses, exacerbés par les rebelles ADF et l'avancée des rebelles M23 au Sud de Lubero. Ce climat de violence a entraîné un afflux massif de femmes et d'enfants déplacés, fuyant des camps de souffrances pour se retrouver dans une région déjà fragilisée. Les populations hôtes (Beni), elles-mêmes en situation de précarité, n'ont que peu de ressources pour accueillir ces nouvelles vagues de déplacés. Dans ce contexte chaotique, les femmes et filles déplacées deviennent des victimes collatérales, confrontées à des violences basées sur le genre (VBG) et aux dures réalités de survie. Beaucoup sont contraintes de se livrer à des pratiques de survie, telles que dans des bars à boissons ou dans des conditions de vulnérabilité extrême, exposées à des abus et des exploitations multiples. Les enfants, quant à eux, sont souvent abandonnés dans les rues, sujets à des violations graves de leurs droits, tels que la malnutrition et l'exploitation. Pendant que la psychose envahie les habitants de la région de Beni depuis la chute de la ville province de Goma, l'insécurité urbaine accrue, les cas de violations des droits humains, les déplacements interne des populations, les entreprises et organisations ayant des sièges sociaux à Goma sont en difficulté de subsistance. Face à cette crise humanitaire pressante, l'Union des Organisations féminines Humanitaires (UOFH) considère qu'il est impératif de mener une enquête approfondie afin de recueillir des données fiables sur la situation de ces femmes et enfants déplacés. Cette initiative permettra de créer une base des données essentielle, servant non seulement à sensibiliser les bailleurs de fonds et la communauté internationale, mais également pour répondre à leurs besoins pressants. Les résultats de cette enquête permettront de cerner la véritable ampleur de la crise, d'évaluer les besoins urgent et de formuler des recommandations pour des actions humanitaires ciblées. Il est plus que jamais crucial de rendre visibles les souffrances de ces femmes et enfants, afin de leur donner la voix qu'ils méritent dans ce contexte de désespoir. ***Actuellement, ces PDIs et plus particulièrement les femmes et filles font face à différents besoins notamment :*** • Vivre, • Besoin en abris pour réduire la promiscuité au sein des familles d'accueil, • Articles Ménagers Essentiels, • Problèmes d'accès aux soins de santé de qualité, • Problèmes d'accès à l'Eau, Hygiène et Assainissement, • Problèmes d'encadrement d'enfants en âges scolaire

	• C'est dans ce cadre qu'une mission d'évaluation a été organisé par l'UOFH afin de se rendre compte de la situation humanitaire des femmes et filles ainsi que les enfants PDI et d'en informer la communauté humanitaire.
Objectifs de l'évaluation	**Objectif Global** Evaluer sur tous les plans la situation des femmes et des filles en situation de déplacement dans la région de Beni, afin de formuler des recommandations pour améliorer leur bien-être et leur protection. **Objectifs Spécifiques** - Analyser les informations concrètes sur la situation des femmes et filles déplacés internes dans les ménages d'accueil, le centre collectifs des déplacées en villes de Beni et les sites des déplacées en territoire ; - Analyser les risques potentiels de violences basées sur le genre et les protections disponibles pour les femmes et les filles ; - Avoir une base des données sur les besoins humanitaires des femmes et des filles dans la région de Beni ; - Documenter les expériences et les récits des femmes et des filles pour mieux comprendre leur vécu ; - Evaluez l'impact des actions déjà sur le terrain pour une autonomisation durable des femmes et des filles ; - Amener la population à ne pas se confier aux mauvaises pratiques traditionnelles discriminant les femmes et favorisant la persistance des VBG.
Méthodologie	L'évaluation a été menée en stricte conformité avec les quatre principes humanitaires fondamentaux : humanité, neutralité, impartialité et indépendance. Avant le déploiement sur le terrain, des contacts essentiels ont été établis avec les autorités locales, les bureaux de genre, de la famille et de l'enfance, ainsi qu'avec les services des affaires humanitaires et de la solidarité nationale ainsi que celui des affaires sociales. Cette phase préparatoire a permis de garantir l'accès aux zones d'évaluation et de s'assurer de la collaboration des acteurs clés. L'évaluation a combiné des méthodes de collecte de données qualitative et quantitative, ainsi que des techniques de recherche sociale variées. Les enquêtes individuelles, l'observation directe/participante, la revue documentaire, les visites à domiciles et l'inspection des infrastructures ont été utilisées pour obtenir une vision complète de la situation. Une approche participative a été privilégiée, permettant de recueillir les opinions et recommandations des populations cibles, déplacés internes (DPI), les familles d'accueil transitoire (FAT) et les retournés. Les données ont été collectées à l'aide de l'outil Kobocollect, ce qui a permis une saisie et une gestion efficace des informations. Les objectifs clés de l'évaluation multisectorielle ont guidé la collecte des données, en veillant à cibler spécifiquement les déplacés internes, les familles d'accueil transitoire et les retournés. Pour faciliter la communication et la compréhension, la langue localement parlée, le Kiswahili a été utilisée lors des entretiens et des échanges avec les communautés.

	L'évaluation s'est inscrite dans une démarche communautaire, visant à réaliser un diagnostic rapide de la situation générale et des besoins urgents des personnes déplacées. Cette approche a permis de mettre en lumière les réalités vécues par les populations affectées et de recueillir des informations précises sur leurs besoins en matière de protection, de VBG, de santé, de nutrition, d'abris et d'accès à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène, … Les résultats de cette évaluation ont été compilés dans un rapport détaillé destiné à être partagé avec les partenaires de mise en œuvre des projets d'urgence et de développement. Le rapport a servi de base pour le plaidoyer et la mobilisation des ressources nécessaires à l'amélioration des conditions de vie des populations affectées.
Type d'échantillonnage	Une cartographie précise des besoins au cœur d'une crise complexe : Face l'immensité de la tâche et aux contrainte logistique, notre évaluation s'est appuyée sur un échantillon rigoureux et représentatif, conçu pour refléter fidèlement la réalité des femmes et des filles déplacées à Beni. Nous avons ciblé 2002 ménages, répartis stratégiquement dans les 30 quartiers de la ville, en tenant compte de la densité démographique et de l'accessibilité de chaque zone. Cette approche a permis de saisir les nuances des besoins dans des environnements variés, des centres urbains supposés sécurisés et densément peuplés aux périphéries plus isolées, où les défis sont souvent exacerbés par l'insécurité et la vulnérabilité. De plus, nous avons inclus 14 regroupements de déplacés qui représentent 225 ménages, véritables microcosmes des difficultés rencontrées, afin de recueillir des témoignages directs et des données qualitatives essentielles. Au-delà des chiffres, des réalités humaines : l'échantillon a été conçu non seulement pour sa représentativité statistique, mais aussi pour sa capacité à révéler les histoires humaines derrière les chiffres. Nous avons veillé à inclure les quartiers périphériques, souvent négligés, om les populations retournées tente de reconstruire leur vie malgré les traumatismes et les destructions. Ces zones, témoins des violences et des déplacements, offrent un éclairage crucial sur les défis à long terme auxquels sont confrontées les femmes et filles. Chaque ménage, chaque regroupement, a été approché avec sensibilité et respect, dans le but de recueillir des informations précises sur les besoins en matière de protection, VBG, de santé, de sécurité alimentaire, eau, hygiène et assainissement et d'accès aux services sociaux de base. Cette approche nous a permis de peindre un tableau complet et nuancé de la situation, offrant ainsi une base solide pour des interventions ciblées et efficace. - Entretien avec les autorités locales, les leaders locaux et les personnes clés (les, agriculteurs, et Relais communautaires) ; - Entretien en focus groupes des hommes, femmes et jeunes, - Entretien avec les membres de la communauté ; - Observation, visite guidée et entretien avec certains ménages déplacés. **Répartition selon le sexe des enquêtées** SEXE / EFFECTIF / POURCENTATGE Femmes / 1469 / 73,38% Hommes / 533 / 26,62% Total / 2002 / 100%



Une prédominance féminine révélatrice des réalités du déplacement : Sur un échantillon de 2002 ménages, notre évaluation a révélé une disparité significative dans la répartition des sexes, avec 1469 femmes (73,38%) et 533 hommes (26,32%). Cet écart est le reflet des dynamiques complexes qui caractérisent le déplacement dans la région de Beni. De nombreux hommes, contraints par la précarité et le besoin impérieux de subvenir aux besoins de leur famille, sont souvent absents des foyens. Ils se lancent dans des recherches des revenus, parfois au péril de leur vie en retournent dans leurs champs, villages d'origine malgré l'insécurité. D'autres sont victimes de recrutement forcé par les groupes armés ou perdent la vie dans les conflits.

Cette prévalence féminine met en évidence le rôle crucial des femmes dans la gestion des ménages déplacés. Nombreuses sont celles qui ont fui les violences avec leurs enfants, sans nouvelles de leurs maris disparus ou restés dans les zones de conflits. Les femmes déplacées de Goma, en particulier, vivent dans l'angoisse d'avoir leurs hommes piégés derrière les lignes rebelles, incapables de les rejoindre par peur d'être enrôlés de force, d'être tués ou de voir leurs maisons prises par les rebelles ou être détruites. Dans ce contexte, les femmes assument quasiment seules la responsabilité de la survie de leur famille, faisant preuve d'une résilience remarquable face à l'adversité. Cette réalité souligne l'urgence de cibler les interventions humanitaires sur les besoins spécifiques des femmes et filles, afin de renforcer leur capacité à faire face aux défis du déplacement et de reconstruire leur vie.

STATUSTIQUES DES DEPLACES INTERNES EN VILLE DE BENI 2025

COMMUNE	QUARTIER	MENAGE	0-6 ANS		7-12 ANS		13-17ANS		18-59 ANS		+60ANS	
			GARCON	FILLE	GARCON	FILLE	GARCON	FILLE	HOMMES	FEMMES	HOMMES	FEMMES
BUNGULU	CITE BELGE	87	43	54	28	31	24	43	84	93	8	10
	KANZULI	102	34	44	19	38	13	37	45	76	4	6
	MABOLIO	99	55	24	23	98	32	22	52	90	0	0
	MAMBANGO	121	65	43	34	65	35	64	98	112	10	33
	MUKULYA	98	32	22	24	56	39	27	34	85	8	12
	PASISI	102	34	65	35	64	78	90	91	110	6	9
	RESIDENTIEL	132	46	23	98	102	45	74	99	108	20	23
SOUS TOTAL		**741**	**309**	**275**	**261**	**454**	**266**	**358**	**503**	**674**	**56**	**93**
MULEKERA	SAYO	53	32	22	24	56	39	27	34	45	9	11
	BUTSILI	89	34	65	35	64	78	90	76	185	22	19
	BUNDJI	98	24	46	39	27	64	43	58	110	23	18
	NGONGOLYO	100	24	56	45	27	34	85	122	135	14	19
	KALINDA	183	34	65	35	64	78	90	91	163	0	6
	MATONGE	87	43	34	65	35	64	98	112	97	0	10
	MASIANI	77	22	24	56	39	27	34	85	99	11	2
	TAMENDE	122	39	27	34	85	35	64	111	143	9	21
	KASANGA	103	35	64	78	90	39	27	98	144	10	13
SOUS TOTAL		**912**	**287**	**403**	**411**	**487**	**458**	**558**	**787**	**1121**	**98**	**119**
RUWENZORI	KASABI	100	65	35	64	54	98	78	122	135	11	22
	PAIDA	83	34	65	35	22	24	56	91	163	19	23
	BOIKENE	108	24	56	39	65	35	64	78	94	18	14
	NDJUMA	90			24	56	39	27	78	112	19	2
SOUS TOTAL		**381**	**123**	**156**	**24**	**56**	**39**	**27**	**34**	**504**	**67**	**61**

BEU	MALEPE	115	43	34	65	35	64	98	112	109	9	17
	BYAUTU	132	22	24	56	39	121	111	85	100	8	12
	BENENGULE	106	65	35	64	78	90	91	110	79	5	24
	BUTANUKA	91	35	64	78	39	65	35	64	98	10	13
	RWANGOMA	99	34	65	35	24	56	39	34	65	7	9
	LYAKOBO	34	24	56	39	24	56	39	27	76	12	12
SOUS TOTAL		**577**	**223**	**278**	**337**	**239**	**452**	**413**	**432**	**527**	**51**	**87**
TOTAL GENERAL		**2611**	**942**	**1112**	**1033**	**1236**	**1215**	**1356**	**1756**	**2826**	**272**	**360**

Sources des statistiques : Le comité de mouvement des populations et le ministère des affaires sociale actions humanitaires et solidarité nationale

Distance moyenne entre la zone de provenance et d'accueil	Les distances sont différentes selon les milieux de provenance ; Il y a ceux qui viennent dans des endroits éloignés entre 60 km à 200 km. Parfois, ceux qui viennent de BENI territoire et RUTSHURU parcourent une très longue distance tantôt à pied ou par camions. Pour ceux du côté Sud-Ouest, le déplacement se fait seulement à pied vue l'inaccessibilité des routes par motos et véhicules.
Lieu d'hébergement	Familles d'accueil et centres collectifs.
Possibilité de retour ou nouveau déplacement	Pour le moment, aucun déplacé surtout ceux venue du petit NK et sud de Lubero ne compte retourner dans sa zone de provenance compte tenu de l'insécurité qui continue à s'accentuer au jour le jour avec les affrontements, incursions et tueries à répétition. La présence des miliciens nationaux et étrangers est signalée souvent et les affrontements contre les FARDC sont imprévisibles et la possibilité aux PDIs de retourner dans les zones d'origine est conditionnée par la restauration de la sécurité et de l'autorité de l'Etat.
Epidémie	Epidémie de Mpox est déclarée dans la zone depuis le début 2024. Toutefois, le SITREP actualisé Mars 2025. 3 cas de rougeole. En plus, l'entretien avec le personnel soignant relèvent les pathologies inquiétantes chez les populations retournées. Il s'agit principalement de (s) : - Paludisme qui est au pic dans les structures sanitaires de la ville, elle est donc endémique ; - Les IRA y sont également rapportées. Toutefois, une attention a été faite sur la hausse vertigineuse des cas des maladies sexuellement transmissibles spécialement le VIH. Depuis décembre 2024 en avril 2024, 39 PVV ont été enregistrés. Ces sont identifiés par CDV (conseil et dépistage volontaire) et DIP (dépistage initié par le prestataire)

Centre collectifs évalués dans la ville de Beni

N°	Centre collectif	LOCALISATION	MENAGES
1	ALPHA	Q. NGONGOLIO	37
2	CECA20	Q. MAMBANGU	33
3	GOSHEN	Q, BUTSILI	12
4	KIMBANGU	Q. BUTSILI	8
5	KASABINYOLE	Q. KASABI	7
6	MURONGANI	Q. MAMBANGU	8
7	MANGIKI	Q. MASIANI	9
8	PASISI	Q. PASISI	24
9	MAIRIE	Q. BYAUTU	27
10	30MAISONS	Q. MAMBONGO	12
11	KUKA	Q. Masiani	10
12	KALEMA	Q. Kalinda	13
13	NTONI	Q. Kalinda	13
14	BOIKENE/NGADI	Q. Boikene/ngadi	12
Total des ménages dans les centres collectifs de Beni			**225**

Répartition désagrégée : 225 ménages soit 1493 personnes dans les centres collectifs de Beni

REGROUPEMENT	MENAGE	0-5ANS		6-12ANS		13-17ANS		18-59 ans		60-PLUS		TOTAUX
		F	G	F	G	F	G	F	H	F	H	
ALPHA	37	21	27	31	47	39	29	34	27	6	5	
GOSHEN	12	11	15	9	13	16	13	16	16	0	0	
KIMBANGU	8	11	3	6	8	12	16	8	8	1	0	
KASABINYOLE	7	6	11	3	17	17	14	8	9	7	0	
CECA20	33	30	21	16	30	29	16	27	26	4	5	
MURONGANI	8	7	9	7	13	7	7	10	5	2	2	
PASISI	24	14	17	21	19	24	34	34	8	2	0	
MAIRIE	27	33	23	23	33	19	15	15	15	1	0	
30MAISONS	12	10	9	13	8	11	23	15	11	1	0	
KUKA	10	10	12	10	8	26	11	14	16	2	2	
MANGIKI	9	3	1	4	3	2	1	3	2	0	1	
KALEMA	13	7	5	12	13	6	2	7	1	0	0	
NTONI	13	1	0	6	15	4	3	0	0	0	0	
BOIKENE/NGADI	12	3	2	2	1	2	0	4	0	0	2	
TOTAL	**225**	**167**	**155**	**163**	**228**	**214**	**184**	**195**	**144**	**26**	**17**	**1493**

II. BESOINS HUMANITAIRES PRIORITAIRES / CONCLUSIONS CLES

Besoins identifiées (en ordre de priorité par secteur)	*Recommandations pour une réponse immédiate*	*Groupes cibles*
Besoins en sécurité alimentaire Insuffisance des vivres dans les ménages déplacés, retournés et familles d'accueil y compris les autres vulnérables des communautés	- Distribution des vivres et appui à l'agriculture d'urgence. - Appui aux moyens de subsistance	Autochtones vulnérables, PDI et FA
Besoins en AME Insuffisance d'articles ménagers dans les ménages des PDI, retournés ainsi que des FA (bidons, casseroles, assiettes, literie, couverture, habits hommes, femmes et enfants etc.)	- Organiser une distribution ou une foire aux AME.	PDI, retournés et Familles d'accueil et autres vulnérables des communautés locales
Besoins en santé et nutrition - Besoin de gratuité des soins aux PDI et retournés et autres vulnérables de la communauté - Rupture d'intrants nutritionnels dans les centres de santé ; - Insuffisance des réactifs en usage VBG dans les Centre de santé (Unigold, détermine et double Check)	- Renforcer l'approvisionnement des intrants nutritionnels pour appuyer les UNTA et UNS fonctionnels dans les centres de santé.	Autochtones, PDI et FA
Besoins en éducation - Des fournitures et uniformes pour les enfants retournés ; - Paiement des frais scolaires pour lutter la déscolarisation (environs 55% d'enfants retournés n'étudient pas).	- Distribution des kits didactiques - Apport des kits scolaires des élèves (fournitures et uniforme) ; - Organiser une cantine scolaire ; - Appui à la construction et réhabilitation des écoles de la place et latrines	Enfants déplacés, retournés et autres vulnérables de la communauté en âge scolaire de la zone - Enseignants,
Besoins Eau, hygiène et assainissement - Faible utilisation des latrines hygiéniques dans les communautés, écoles et structures sanitaires - Faible couverture en eau potable - Pratiques d'hygiène à haut risque	- Construire/réhabiliter les latrines et douches dans les structures sanitaires - Sensibiliser les communautés sur l'importance d'hygiène et assainissement - Réhabiliter les latrines des écoles - Aménagement et/ou réhabilitation des sources d'eau	FA, PDI et autochtones
Besoins moyens de subsistance - Perte du capital pour les AGR (capital perdu ou consommé pendant le moment de déplacement) - Insuffisance des terres agricoles suite à l'insécurité grandissante dans les villages voisins de la zone	- Appuyer les ménages aux AGR - Organiser une assistance à travers le cash inconditionnel (pour faciliter le paiement de loyer, contribution à la location de terre pour la pratique agricole). - Sensibilisation des leaders politico-administratifs et militaires pour la paix durable	- Communautés - Tous les leaders confondus de la zone ; - Ménages déplacés, familles d'accueil et autres

		vulnérables des communautés
Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition et Education.		

A. Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide	Le strict respect des principes humanitaires est obligatoire. Chaque intervenant devrait au préalable organiser une évaluation sectorielle tenant compte des vrais besoins des bénéficiaires et Organiser des séances communautaires avant toute intervention en impliquer les leaders communautaires dans les différentes étapes.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Il y a risque d'accentuation des conflits communautaires (les retournés, les déplacés et les familles) au cas où l'assistance serait exclusivement réservée à une catégorie de la population étant donné les communautés d'accueil sont aussi vulnérables que les déplacés, retournées.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	Pour les interventions en foire, mettre en place une équipe mixte de vérifications de produits à la sortie du marché pour se rassurer de la qualité du produit car souvent les marchands profitent d'écouler les anciens articles dans le stock et d'autres même change la qualité de l'article. Se rassurer de la disponibilité de tous les intrants avant le démarrage des différentes assistances dans la zone

B. ACCESSIBILITE

Accessibilité physique

Type d'accès	Les quartiers de la ville de Beni sont généralement accessibles à chaque saison et par tout type d'engin sauf quelques cellules du quartier RWANGOMA et SAYO

Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La présence des services de sécurité : FARDC, ANR, la PNC.
Communication téléphonique	La zone est couverte par différents réseaux de communication **: Airtel, Vodacom et Orange** avec une préférence sur Airtel et Vodacom.
Stations de radio	Les radios qui émettent à partir de la ville de Beni à travers les 4 communes dont : **1. Commune Beu :** **RTGB: Radio télevision graben Beni** 99.6, **Rado Mungano** **2. Commune Ruwenzori** Radio Moto **3.** Commune Mulekera RTK **4.** Commune Bungulu Radio FARDC

III. APERÇU DES VULNERABILITES SECTORIELLES ET ANALYSE DES BESOINS

Protection

Incidents de protection rapportés dans la zone	- Dans la nuit du 24 au 25 mars 2025, des bandits inconnus, porteurs d'arme à feu aurait tué par balle un homme IDP retourné à son domicile à Kasanga, cellule située au quartier Paida, commune Ruwenzori, en ville de Beni. Des enquêtes sont en cours afin de retrouver les auteurs et les déférer devant leur juge naturel. - Des éléments de de sécurité auraient tués par balles deux civils résidents (une femme et un homme) puis blessé par balles deux autres hommes au cimetière de Kibango à Beni au cours d'une cérémonie funèbre de l'artiste musicien Delcat IDENGO assassiné à Goma le 13 février 2025. La journée était décrétée ville morte par des groupements de pression et mouvements citoyens (Lucha, Veranda-Mutsanga, Filimbi, Je Suis Beni, …)

Type d'incident	Lieur	Auteur présumé	Nb victimes	Commentaires
Meurtre par balle	Dans le 4 commune de la ville de Beni	Bandits à main armée avec tenue militaire et présumé ADF	8 dont 2 femmes	Ces victimes sont des PDIs et pop autochtone
Meurtre par arme blanche	1 au Q. Kanzulinzuli et 1 au Q. Malepe	Bandits à main armée avec tenue militaire et présumé ADF	2 femmes	
Meurtre par REG/EEI ou Obus	Au Q. Benengule commune Beu	Inconnus	2 femmes	En date du 14 février 2024 vers 14 h

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	La cohabitation est parfaite entre les différentes communautés (Nande, Mbuti etc.), entre les déplacés et retournés. On note une tension entre les déplacés vivant dans le centre collectif sur l'usage collectifs des ustensiles des cuisines.
Existence d'une structure gérant les incidents rapportés.	Toutefois, en dehors de la police, la communauté recourt aux autorités de base comme chef de quartiers. Aussi, CADHO en tant que réseau regroupant les différents intervenants DDH, est très actif dans la zone.
Présence des engins explosifs	Aucun engin explosif improvisé ni reste explosif de guerre rapporté dans la zone évaluée depuis les différentes hostilités.
Perception des humanitaires dans la zone	Certains acronymes et abréviation d'organisation prêtent à confusion dans la communauté. Les organisations intervenant à Beni ville devraient renforcer les séances de sensibilisations sur leurs domaines d'intervention.
Gaps et recommandations	Renforcer le monitoring et la sensibilisation sur le respect des droits humains au près des éléments commis au check point/

Sécurité alimentaire

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	Suite à l'insécurité, les populations n'accèdent plus à leurs champs. Ainsi il s'observe une carence des denrées alimentaires au sein des ménages déplacés et retournés. Pour faire face à la crise alimentaire, les ménages optent pour : La limitation de la consommation des adultes au profit des enfants ; la diminution de la quantité et du nombre de repas en une journée ou la consommation des aliments à moindre valeur nutritive (moins chers et moins préférés).
Production agricole, élevage et pêche	52,12% des répondants, Consomment des aliments moins coûteux/moins préférés (lorsque les aliments habituellement consommés sont disponibles), 12,03 % des répondants réduisent la consommation des adultes au profit des enfants, 11,32 % des répondants réduisent la taille des portions lors des repas, 7,78 % des répondants empruntent des aliments ou demander l'aide d'amis/voisins/parents/famille pour nourrir votre ménage. Notons toutefois que malgré le nombre des repas plus au moins acceptables, ces derniers sont quantitativement monotones.
Stratégies adoptées par les ménages pour faire face à la crise	Pour faire face à la crise alimentaire, les ménages optent pour : • La limitation de la consommation alimentaire des adultes au profit des enfants ; • La diminution de la quantité et du nombre de repas en une journée ; • La consommation des aliments à moindre valeur nutritive (moins chères et moins préférés).
Gaps et recommandations	- Distribution des vivres - Appui aux moyens de subsistances pour renforcer la résilience des communautés vulnérables

Abris et accès aux articles essentiels

Impact de la crise sur l'abri	24,76% sont des co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent à un tiers), 24,6% locataires, 23,82% habitent en familles d'accueils et les personnes vivants dans des centres collectifs représentent 6.37% et 2,12% pensent nuit à la belle étoile notamment les personnes pygmées ainsi 4.95% habitent dans le site spontané. 82,78% des maisons (construction non-durable délabrée) et 6,6% Abri d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence). Les retournées tout comme les IDPs sont dépourvus des articles Ménagers Essentiels. Certains biens avaient été volés dans les maisons abandonnés pendant la crise
Type de logement	• Maison louée, le prix diffère selon la capacité d'accueil qui varie entre 5$ et 15$ • Maison occupée avec l'autorisation de quelqu'un Centre collectif (école, église, etc.) dont
Accès aux articles ménagers essentiels	Les parents ont épinglé la perte/ abandon de certains biens essentiels (couvertures, matelas et même habits) pendant la fuite. Certains enfants dorment à même le sol. Un seul récipient/sceau sert pour la cuisine et la douche.
Possibilité de prêts des articles essentiels	La pratique de prêts d'articles n'a pas été épinglée dans les différents focus. Les ménages préfèrent utiliser leurs propres articles
Situation des AME dans les marchés	Les AME sont bel et bien sur le marché local à des prix différents. Seulement, faute des moyens financiers, les ménages ne savent pas s'en procurer.

Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance en AME figure parmi les besoins prioritaires des retournés. La ville de Beni dispose de toutes les capacités en AME pour couvrir les besoins des foires aux AME en cas d'assistance humanitaire.
Réponses données	RAS
Gaps et recommandations	Assistance d'urgence en AME dans la mesure du possible

Moyens de subsistance

Moyens de subsistance	59,53% vivent par le travail journalier, 23,58% à l'agriculture de substance, 5,9% d'élevage et la majorité ayant l'expérience en petit commerce informel (ventre de produits de base, de nourriture ou d'objets divers dans la rue ou sur les marchés locaux) mais faute de moyen il ne le pratiquent pas.
Accès actuel à des moyens des subsistances pour les populations affectées	**Mendicité** : plusieurs déplacés emploient ce mode pour la survie de la famille, plusieurs enfants et adultes sillonnent les 4 coins de la ville pour mendier, **Sexe de survie et prostitution** : recours à des activités sexuelles en échange d'argent ou de bien pour assurer leur survie, l'exposant à des risques considérables, **Travail des enfants et exploitation économique** : les enfants sont contraints de travailler pour aider leurs familles, les privant de leur éducation et de leur enfance.
Réponses données	RAS
Gaps et recommandations	Renforcer la résilience des ménages déplacés et retournés par un appui en Activité Génératrice de Revenus.

Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans	• Oui • Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Type d'assainissement	69,34% dispose des installations sanitaires non-améliorée, 54,95% avec accès à une latrine non hygiénique et partagent plus de 4 ménages, 24,6% ont accès à l'eau en quantité insuffisant.
Pratiques d'hygiène	87,97 % des femmes et filles n'utilisent pas des kits d'hygiène menstruelle pendant leur menstruation. 83,02% ménage ne dispose pas le système de lavage des mains avec de l'eau et du savon sur place.
Gaps et recommandations	- distribution des kits hygiénique dans des ménages - distribution de kit d'hygiène menstruelle de préférence réutilisable pour les femmes et filles ; - Construire/Réhabiliter les points d'eau - Renforcer la Sensibilisation sur l'hygiène et assainissement communautaire

Santé et nutrition

Risque épidémiologique	Fréquence accrue de la malnutrition. [1]De l'année 2018-2020 : taux de la malnutrition est réveillé de 2000 à 2500 cas dans toute la zone de santé de Beni. De 2021-2025 : 4000 à 5000. Cause : insuffisances alimentaires dans les ménages, grossesses rapprocher dû par l'inoccupation des couples.

[1] *Zone de Santé de BENI*

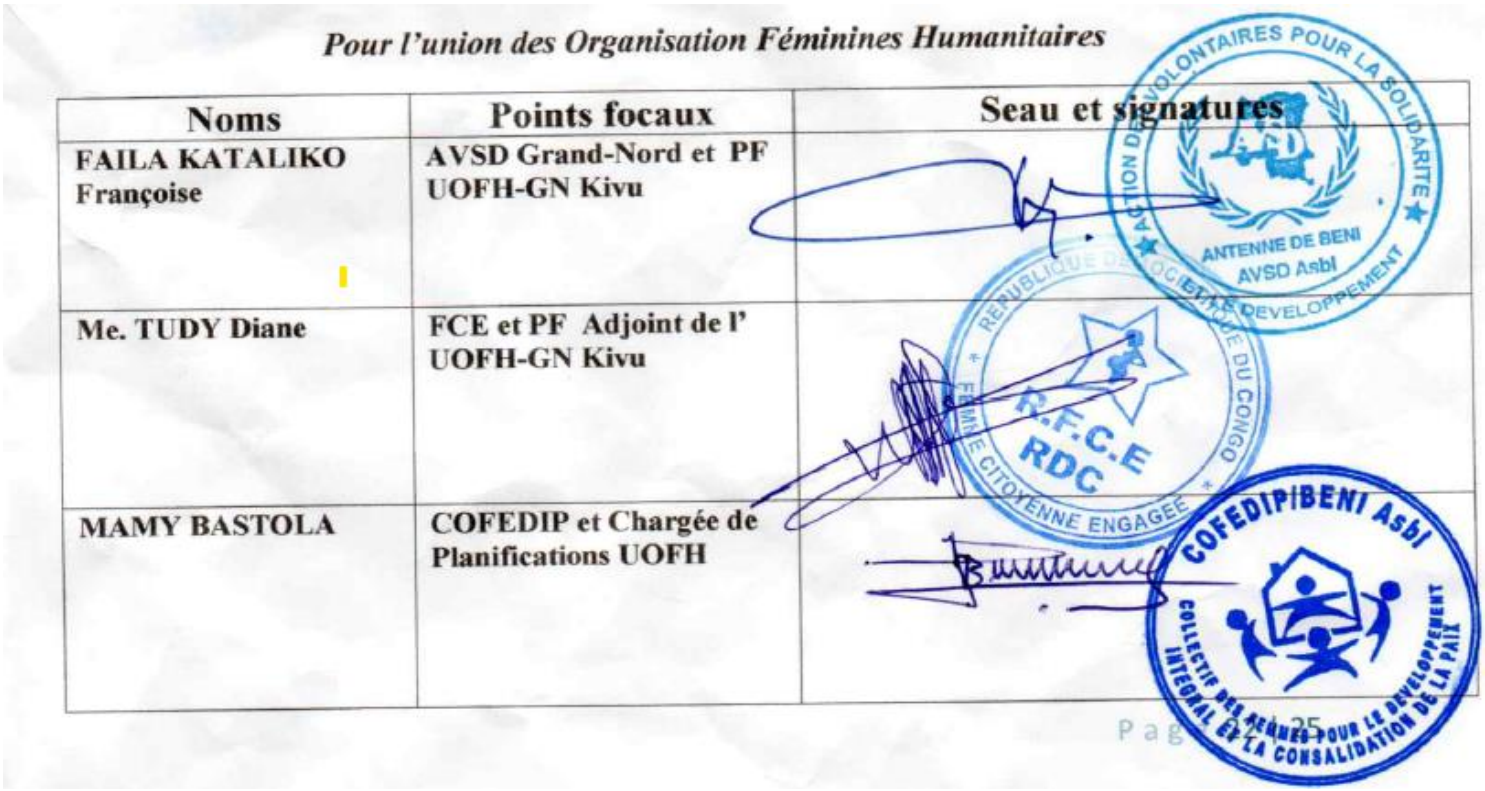
	Aires de santé touchées : 1. AS BUTANUKA 2. AS KASABI 3. AS NGONGOLIO 4. AS BUTSILI 5. AS KANZULINZULI 6. MUSULMANS 7. BUNDESTAG 8. SAYO Couché touchées : Les enfants de militaires ainsi que les femmes et enfants PDIs
Impact de la crise sur les services	Aucune structure sanitaire pillée ou occupée dans les zones.
Services de santé dans les Aires de Santé évaluées	Services curatifs dont la médecine interne, pédiatrie, Maternité et services préventifs dont : Consultation Pré Natal, Consultation pré scolaire, consultation post Natal, Vaccination et le service promotionnel
Gaps et recommandations	GAPS : Manque d'appui de la CPS, absence des registres, fiche, une léthargie dans la participation communautaire. Action envisagée : - Redynamisation des CAC avec les membres actifs ; - Une évaluation spécifique Genre RECOMMANDATIONS : - ***Renforcer Impérativement la Sécurité et l'État de Droit*** : Il est primordial de déployer des efforts soutenus pour rétablir et maintenir la sécurité dans la région de Beni, en intensifiant les opérations visant à neutraliser les groupes armés et à protéger efficacement les populations civiles, y compris dans leurs zones d'origine pour favoriser un retour volontaire et sécurisé à terme. Parallèlement, le renforcement de l'état de droit est essentiel pour garantir la protection des droits humains, prévenir les exactions et créer un environnement propice à la justice et à la cohésion sociale - ***Mettre en Œuvre des Politiques Inclusives d'Accès aux Ressources et aux Services de Base*** : Le gouvernement devrait activement mettre en œuvre et faire respecter les politiques garantissant l'accès équitable aux terres, aux moyens de subsistance et aux services sociaux de base (santé, éducation, eau, assainissement) pour les femmes et filles déplacées ainsi que pour les communautés hôtes. - ***Lutter Contre l'Impunité des Auteurs de VBG et Renforcer les Mécanismes de Protection :*** Une action gouvernementale ferme est indispensable pour lutter contre l'impunité des auteurs de Violences Basées sur le Genre (VBG). ***A la communauté internationale*** - Maintenir et accroître substantiellement les financements dédiés à l'aide humanitaire d'urgence et aux programmes de développement à long terme, afin de répondre aux besoins immédiats des populations affectées et de soutenir des solutions durables favorisant leur résilience et leur autonomisation.

	- Renforcer son soutien politique et financier aux efforts du gouvernement congolais visant à consolider la sécurité, à promouvoir l'état de droit et à améliorer la gouvernance, conditions essentielles pour adresser les causes profondes du conflit et créer un environnement propice à la paix et au développement inclusif dans la région de Beni ***Aux organisations humanitaires internationales et nationales*** - Intégrer systématiquement la prévention et la réponse aux VBG dans toutes les interventions, en renforçant les mécanismes de signalement sécurisés, l'accès à une prise en charge psychosociale et médicale spécialisée, et en assurant une coordination accrue avec les acteurs de protection - Accroître l'assistance multisectorielle ciblée sur les besoins spécifiques des femmes et filles, en garantissant un accès équitable à l'alimentation, à l'eau potable, à l'hygiène, aux abris sûrs et aux services de santé, tout en favorisant leur autonomisation économique et leur participation aux processus décisionnels ***A la société civile*** - Mener un plaidoyer coordonné et soutenu auprès des autorités locales, nationales et de la communauté internationale pour garantir le respect des droits des déplacés internes, des retournés et des familles d'accueil, en insistant sur leur protection, leur accès à l'assistance humanitaire et aux services de base, ainsi que sur la nécessité de solutions durables - Renforcer les mécanismes de participation communautaire et d'autonomisation des déplacés et des familles d'accueil, en les impliquant activement dans l'identification de leurs besoins, la conception et la mise en œuvre des programmes d'assistance, et en soutenant les initiatives locales visant à renforcer leur résilience et leur capacité à se prendre en charge. En conclusion, la situation humanitaire critique des femmes et filles déplacées internes, des retournés et des familles d'accueil dans la région de Beni exige une mobilisation et une coordination sans faille de tous les acteurs. Seule une action collective et concertée permettra d'apporter des réponses efficaces aux besoins urgents identifiés, tout en s'engageant résolument à s'attaquer aux causes profondes de cette crise prolongée, afin de construire un avenir plus sûr et plus digne pour ces populations vulnérables.

IV. LES ORGANISATIONS FEMININES AYANT PRIS PART A CETTE EVALUATION

Dans le cadre de cette enquête, 14 Organisations féminines ci-dessous ont participé techniquement à la réalisation de cette évaluation

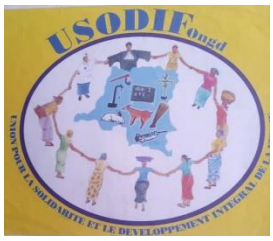
N°	SIGLE	DENOMINATION	E-MAIL
1	AFEDI	Actions des Femmes Entrepreneures pour le Développement Intégré	afedirdc.beni@gmail.com
2	AFNAC	Association Féminine pour la Nutrition à Assise Communautaire	afnacbeni@gmail.com
3	AGIR RDC	Action Global et Exclusive pour le Développement de la RDC	contact.agirrdc21@gmail.com ; benedibalyanangwe@gmail.com
4	AVSD	Action des Volontaires pour la Solidarité et le Développement	avsdbeni@gmail.com
5	COFEDIP	Collectif des Femmes pour le Développement Intégrale et la consolidation de la Paix	cofedipbeni@gmail.com
6	FCE	Femmes Citoyennes Engagées	dianetumba@gmail.com
7	RFEGL	Réseau des Femmes Entrepreneures des Grands-Lacs	rfeglentreprenariat@gmail.com
8	V F	LA VOIX DE LA FEMME	claricekavugho0@gmail.com
9	OGOL	One Girl One Leader	ogolrdc@gmail.com
10	TEPD	Tous Engagées pour la Paix et le Développement	tepdasbl@gmail.com
11	UFEDOC	Union des Femmes Domestiques de Congo	executifdomestique10@gmail.com ufedocasbl@gmail.com
12	USODIF	Union pour la Solidarisé et le Développement Intégral des Femmes	usodifbn@gmail.com
13	WASE Africa	Women's Action for Self-Empowerment	wasegenderplus@gmail.com
14	WWTV	World Women Transforming Vision	wwtvbeni@gmail.com



Pour l'union des Organisation Féminines Humanitaires

Noms	Points focaux	Seau et signatures
FAILA KATALIKO Françoise	AVSD Grand-Nord et PF UOFH-GN Kivu	
Me. TUDY Diane	FCE et PF Adjoint de l' UOFH-GN Kivu	
MAMY BASTOLA	COFEDIP et Chargée de Planifications UOFH	

LOGOS DES ORGANISATIONS ET PARTENAIRE



BUREAU URBAIN GENRE,
FAMILLE ET ENFANT
VILLE DE BENI

ANNEXES : PHOTOS DU TERRAIN